

DÉPARTEMENT SAÔNE-ET-LOIRE
CANTON MACON I
COMMUNE CHARNAY-lès-MACON

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

DECISION DU MAIRE

Envoyé en préfecture le 06/03/2024

Reçu en préfecture le 06/03/2024

Publié le 06/03/2024

ID : 071-217101054-20240306-2024_10-AU

S²LO

Objet : Convention d'honoraires – Maître Descours Laurent - Avocat au Barreau de Lyon – contentieux marché public - instance n°2400004-3

LE MAIRE DE CHARNAY-lès-MACON

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération du conseil municipal du 5 octobre 2020 portant délégation de pouvoir du conseil municipal au Maire, d'une part pour tenter au nom de la commune les actions en justice ou défendre la commune dans les actions intentées contre elle devant toutes juridictions et quel que soit le montant et la portée du litige, et d'autre part pour fixer les rémunérations et régler les frais d'honoraires des avocats ;

CONSIDERANT que par une requête indemnitaire du 2 janvier 2024, la société Espace et Fonction a déposé une requête auprès du Tribunal administratif de Lyon par l'intermédiaire de son avocat Maître Jakob ;

CONSIDERANT que cette requête a pour objet d'obtenir une condamnation indemnitaire de la commune d'un montant de 52 249,78 € ;

CONSIDERANT qu'il convient pour la commune de solliciter Maître Descours Laurent, avocat au Barreau de Lyon, afin de défendre les intérêts de la commune dans cette affaire ;

DECIDE

Article 1er :

De signer la convention d'honoraires avec Maître Descours, Avocat au Barreau de Lyon, dont le Cabinet est situé 11 rue Fénelon 69006 Lyon, afin d'assurer la défense de la commune dans le cadre d'un contentieux devant auprès du Tribunal Administratif de Dijon.

Fait à Charnay-Lès-Mâcon, le - 6 MARS 2024

Le Maire,

Christine ROBIN

Délais et voies de recours : la présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux devant le Maire de la commune de Charnay-Lès-Mâcon dans le délai de deux mois à compter de sa publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois, vaut décision implicite de rejet. Un recours peut être introduit devant le Tribunal Administratif de Dijon, 22 rue d'Assas, 21016 Dijon Cedex, ou sur le site www.telerecours.fr, dans le délai maximum de 2 mois à compter de la publication de la présente décision ou du rejet du recours gracieux par la commune de Charnay-Lès-Mâcon.

Envoyé en préfecture le 06/03/2024

Reçu en préfecture le 06/03/2024

Publié le 06/03/2024

ID : 071-217101054-20240306-2024_10-AU

